



Communiqué de Presse du SE-Unsa

Budget 2011 : le pilonnage continue

En dépit des conclusions sans appel du rapport de l'IGAEN, le gouvernement s'obstine à supprimer 16 000 emplois dans le budget 2011.

Le principe de parité, systématiquement argumenté par l'enseignement privé pour obtenir des créations d'emplois, est vite abandonné dès lors qu'il s'agit des suppressions. Ainsi l'enseignement public va-t-il supporter 90% des amputations budgétaires, alors même que la démographie scolaire continue à y croître.

Dans les écoles, les prévisions sont éclairantes. La DEPP indique qu'avec 2400 élèves de moins en 2011, les écoles privées continuent leur dégringolade démographique entamée en 2008 et 2009. Les écoles publiques, quant à elle, vont devoir accueillir 3900 élèves supplémentaires et subiront 3367 suppressions de postes !

Le projet de budget révèle les leviers qui seront actionnés : augmentation de la taille des classes, scolarisation des enfants de deux ans sacrifiée, remplacements limités... La dégradation des conditions d'enseignement s'intensifie.

Dans le second degré, les effectifs constatés à cette rentrée sont très largement supérieurs aux prévisions qui avaient commandé au retrait de moyens. Pour 2011, près de 50 000 élèves supplémentaires sont attendus. L'annonce de 4800 suppressions sonne comme une provocation ! Pis, en désignant particulièrement les collèges comme cible principale de ces retraits, on accroît les difficultés d'un étage du système éducatif actuellement en grande souffrance.

Quant à l'amputation supplémentaire des crédits de fonctionnement, elle pourrait bien voir apparaître des situations de cessation de paiement dans certains rectorats comme le pointait le dernier rapport de l'inspection générale.

Les 400 millions d'économies réalisées sur le dos de l'Education nationale apparaissent disproportionnées au regard des milliards concédés ici ou là. Alors que d'autres pays, comme l'Allemagne ou les Etats-Unis, préservent et abondent les budgets alloués à l'Education, la vision uniquement gestionnaire du service public ne prépare en rien la sortie de crise. Le SE-Unsa condamne cette logique qui hypothèque l'avenir de notre pays.

Paris, le 6 octobre 2010

Christian Chevalier
Secrétaire Général

Contact Presse : Brigitte Biardoux
01 44 39 23 93